

L'aveuglement migratoire

Analyse

JEAN-BAPTISTE CHASTAND

Service International

C'est le très observé rapport annuel sur l'état de l'unité allemande qui a lancé l'alerte fin septembre. Dans l'ex-Allemagne de l'Est, la progression de «*la xénophobie, l'extrême droite et l'intolérance*» ne met pas seulement en danger «*la paix sociale*», mais aussi le «*développement économique*». Alors que les attaques contre les réfugiés se sont multipliées dans les Länder d'ex-RDA depuis l'arrivée de 1 million de migrants dans le pays en 2015, cette région ne pourra trouver des «*perspectives de développement*», que si «*les gens qui y habitent se sentent à la maison et peuvent participer à la vie sociale*», avertit le rapport.

Ce message pourrait s'appliquer à l'ensemble des pays d'Europe issus de l'ancien bloc communiste, tant le scepticisme face à l'immigration est un trait commun partagé dans la région. Avec le rejet de l'homosexualité, c'est un des rares sujets de société qui séparent encore les valeurs de la «*nouvelle Europe*» de «*l'ancienne*». Pour 52% des Hongrois, 46% des Tchèques et 42% des Slovaques, l'immigration extra-européenne suscite une réaction «*très négative*», selon le dernier Eurobaromètre, alors que ce n'est le cas que chez 20% des Allemands ou 25% des Français. Dans ces pays qui n'ont connu presque aucune immigration avant la chute du Mur et depuis 1989, la xénophobie existe jusqu'au plus haut niveau de l'Etat. Les propos des dirigeants hongrois, slovaques ou tchèques quand ils estiment que «*l'islam n'a pas de place*» dans leur pays ou que les migrants sont «*un poison*» tomberaient probablement sous le coup de la loi pour incitation à la haine raciale en France.

L'ANGOISSE DÉMOGRAPHIQUE

Cette xénophobie est souvent d'autant plus forte qu'elle s'accompagne d'une crise démographique profonde, fruit d'une natalité en berne et d'une émigration massive. Selon les projections démographiques de l'ONU de 2015, les dix pays du monde qui perdront le plus de population d'ici à 2050 sont tous situés en Europe centrale. La Pologne devrait perdre 5,5 millions d'habitants, la Bulgarie 2 millions, la Roumanie 4,3, la Hongrie 1,5... alors que la France devrait en gagner 6,7 et le Royaume-Uni, 10,5 ! Si l'Allemagne doit perdre de la population, la vague migratoire de 2015 pourrait complètement inverser cette tendance. Pour Eurostat, sans immigration, la population européenne diminuera de plus de 100 millions de personnes d'ici à 2080.

Mais si l'angoisse démographique est une préoccupation politique majeure dans tous les pays d'Europe de l'Est, ceux-ci refusent presque tous de considérer cette solution. Ils préconisent plutôt des mesures pro-natalité. Avec

un succès d'autant plus limité qu'ils privilégient des solutions d'arrière-garde plutôt que des mesures favorisant l'activité des mères. La Hongrie offre ainsi jusqu'à 30 000 euros aux parents de trois enfants qui veulent acheter une maison, mais cela n'a pas inversé la tendance. Et, en Pologne, les promoteurs de l'interdiction totale de l'avortement assurent qu'elle pourra relancer la natalité. Concernant l'immigration, les Polonais ne veulent bien que des Ukrainiens et les Hongrois acceptent leurs minorités situées dans les pays voisins, des populations elles-mêmes en plein déclin. La proximité linguistique ou l'histoire coloniale commune des immigrés d'Europe de l'Ouest avec leur pays d'accueil n'est qu'un prétexte : les Turcs ont bien émigré outre-Rhin sans avoir une histoire coloniale ou une langue en commun avec les Allemands.

Dans ces conditions, la seule chose qui pourrait faire changer d'avis les pays d'Europe centrale est bien leur développement économique. Douze ans après le premier élargissement de l'UE à l'Est, la plupart de ces Etats ont bénéficié des fonds européens, des délocalisations industrielles et de l'émigration de leur jeunesse. La République tchèque, la Hongrie ou la Pologne connaissent une situation de quasi-plein-emploi. A tel point que le départ de centaines de milliers de leurs jeunes vers les pays d'Europe de l'Ouest génère des manques de main-d'œuvre et d'élites qualifiées. Avec la plus grande précaution, le patronat hongrois a affirmé qu'il allait falloir trouver vite des milliers de bras supplémentaires pour remplir ses usines à bas coût. Le ministre de l'économie a d'abord semblé l'entendre, avant d'être contredit par Viktor Orban et de se montrer nettement plus prudent à l'approche du référendum antimigrants organisé le 2 octobre.

Les patrons d'ex-Allemagne de l'Est ont les mêmes préoccupations pour les usines de Saxe. A ce titre, les autorités allemandes ont raison de se préoccuper de «*l'ouverture sur le monde*» de ces régions. Une Europe de l'Est qui vieillit et s'atrophie n'aura probablement aucune chance d'attirer les investissements de demain, pourtant cruciaux pour l'avenir du continent et la montée en gamme de ces économies. On n'attire pas des start-up, des ingénieurs et des cadres du monde entier avec des maisons de retraite et des discours nationalistes. Même si les leaders locaux rejettent bien souvent le métissage, leurs jeunes n'hésitent d'ailleurs pas un seul instant à aller travailler aux côtés des immigrés «*économiques*» extra-européens dans les usines allemandes, britanniques ou autrichiennes. La menace terroriste, la progression de l'islam ou les frictions culturelles, censées faire de l'Europe de l'Ouest un enfer, ne semblent pas les freiner. On peut espérer que ces centaines de milliers de jeunes Européens de l'Est rentreront un jour chez eux en ayant appris la diversité... A moins que l'Europe de l'Ouest sombre dans le même temps vers le repli sur soi. A cet égard, le Brexit est un signal inquiétant. ■

chastand@lemonde.fr

POUR EUROSTAT,
SANS
IMMIGRATION,
LA POPULATION
EUROPÉENNE
DIMINUERA
DE PLUS DE
100 MILLIONS
DE PERSONNES
D'ICI À 2080